
Taline PAPAZIAN, *L'Arménie à l'épreuve du feu. Forger l'État à travers la guerre*, Paris : Karthala, 2016, 311 p.

AUDE MERLIN

Université libre de Bruxelles, Centre d'étude de la vie politique

Issu d'un travail approfondi de doctorat achevé en 2011 et soutenu à l'Institut d'Études Politiques de Paris, l'ouvrage de Taline Papazian *L'Arménie à l'épreuve du feu. Forger l'État à travers la guerre* se propose d'analyser les ressorts de la construction de l'État arménien en lien avec la guerre du Karabakh qui a commencé dans sa première phase dès la période soviétique, et s'est commuée en guerre interétatique entre 1992 et 1994. Cette guerre a donc à la fois accompagné et, dans une certaine mesure, accéléré les processus menant à l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et à l'émergence des États indépendants arménien et azerbaïdjanais. Comme l'écrit Taline Papazian, le conflit du Karabakh est un catalyseur à de nombreux égards.

L'ouvrage se divise en trois parties : « Le conflit du Karabakh : problème national, affaire d'État » ; « La guerre et l'État » ; « Trajectoire d'un État forgé dans le conflit », qui à leur tour se subdivisent en trois chapitres chacune. Il est assorti d'un cahier de cartes en couleurs et d'une chronologie, et présente en annexe la liste des personnes interviewées, ainsi que des biographies circonstanciées de différentes figures politiques et militaires arméniennes.

L'originalité, l'intérêt et la force de ce travail reposent en premier lieu sur la richesse des sources et leur traitement. Conduite entre 2005 et 2010, cette recherche se fonde sur l'analyse de dizaines d'entretiens menés par l'auteure avec des acteurs importants de la vie politique arménienne, le dépouillement d'archives en Arménie – avec parfois un accès à des archives privées inédites dont celles du premier Président arménien Levon Ter Petrossian, qui d'ailleurs figure parmi les personnalités interviewées –, et la consultation de nombreuses sources très diversifiées, couvrant un large panel. Des travaux académiques théoriques sur l'État, la guerre, le nationalisme dont notamment ceux de Charles Tilly, Carl Schmitt, Jack Snyder sont mobilisés ainsi que des travaux ancrés dans une analyse empirique tels ceux de Ronald Suny, Claire Mouradian, Suzanne Goldenberg, Gérard Libaridian, Richard Hovannisian, pour ne citer qu'eux. Taline Papazian examine avec précision de nombreuses autres sources : documents officiels, textes de lois, discours, mémoires, témoignages, matériaux filmographiques et photographiques, documents militants également. La maîtrise par l'auteure de la langue arménienne lui permet de recueillir une parole en langue originale et de lire des sources locales donnant un éclairage circonstancié. L'auteure attache d'ailleurs une grande importance à la façon dont se disent en arménien les concepts politiques centraux pour son objet, que sont notamment les termes de souveraineté, État, indépendance, rappelant par là-même une histoire politique et linguistique préexistante à la soviétisation et montrant comment les mobilisations nationales arméniennes convoquent abondamment l'épisode – même si éphémère – de la Première République d'Arménie de 1918-1920 – premier État arménien indépendant à l'époque moderne.

Le questionnement central de cet ouvrage repose sur les instruments de la construction d'un État moderne sur fond de guerre dans laquelle il est impliqué et, précisément, sur la façon dont cette construction est travaillée, voire forgée par la situation de guerre. Une particularité qui tient à la spécificité du lien entre Arménie et Karabakh est qu'on analyse ici la construction de l'État arménien, qui fut une « République de l'Union » (*sojuznaja respublika*) au sein de l'URSS, et non celle de l'État *de facto* du Karabakh, qui fut une région autonome au sein de la République soviétique d'Azerbaïdjan et qui naît également de la guerre et dans la guerre. Comme le précise l'auteure, « à la différence des guerres de libération nationale accouchant de nouveaux États, le conflit du Haut-Karabakh consolide l'État existant en indiquant des modalités de construction spécifiques : l'État arménien contemporain n'est pas une création résultant de la situation du conflit – ce qu'est, en revanche, la république non reconnue du Haut-Karabakh, second État arménien au statut incertain – mais le conflit armé sert de cadre à sa consolidation » (p. 18).

C'est donc sous cet angle que Taline Papazian construit sa démonstration. À l'appui de celle-ci, on trouve l'analyse des débats politiques et des positionnements tels qu'ils s'expriment au sein des élites arméniennes confrontées à l'enchaînement d'événements qui vont du vote du Soviet suprême du Haut-Karabakh en février 1988 pour le rattachement du Karabakh à l'Arménie, à la transformation en guerre interétatique après 1992. L'auteure montre bien comment les nouvelles élites arméniennes sont conduites à réagir jour après jour à l'accélération des événements tout en inscrivant leurs actions dans un temps plus long. La position arménienne consiste à laisser au Karabakh et aux autorités politiques de cette entité une autonomie dans le conflit, Taline Papazian parlant d'une « stratégie politique du gouvernement arménien depuis 1990 visant à faire jouer un rôle autonome au Karabakh dans le règlement du conflit ». Que nous apprend alors ce lien entre Arménie et Karabakh et entre construction de l'État arménien et guerre du Karabakh ? Comme le souligne l'auteure, on a à travers cette étude l'« unique cas d'une région où la quasi-totalité de la population partageait la nationalité d'une des quinze titulaires d'une république fédérée voisine ». L'engagement de l'Arménie dans ce conflit est donc largement mû par l'appartenance à une même nation, et la façon dont se structure le soutien arménien en faveur du Karabakh, alors que l'enchaînement chronologique des événements et la césure majeure de l'effondrement de l'Union soviétique conduisent Taline Papazian à distinguer deux phases dans le positionnement et les stratégies qu'implique la situation de guerre. De ce point de vue, « une double situation de conflit forge l'État indépendant : politique, avec le pouvoir central soviétique (1989-1991), et militaro-diplomatique, avec la République d'Azerbaïdjan voisine (depuis 1991) » (p. 16).

L'analyse du lien entre guerre et construction de l'État fait écho aux hypothèses formulées par Charles Tilly à l'épreuve des États européens sur 1000 ans depuis le Moyen Âge, lorsque les nécessités de la conduite de la guerre conduisaient les dirigeants à (ré)organiser la centralisation des ressources et du commandement, ces développements menant à l'établissement d'États-nations modernes. Taline Papazian convoque en effet cet auteur, et le titre du chapitre sept, « Contrainte et capital dans l'Arménie en conflit : entre implication et déresponsabilisation » fait explicitement référence à l'ouvrage *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe 990-1990* (1992).

Le rôle joué par la Russie est intégré à cette réflexion, en termes de ressources mobilisées pour l'appareil militaire, qu'il s'agisse de compétences, d'ingénierie ou d'aide directe. De ce point de vue, une césure distingue clairement le rôle de l'Armée soviétique avant 1991, et celui de la Russie après.

Sur la centralisation du commandement et de l'effort militaire, l'auteure montre comment celle-ci s'opère de façon double mais interconnectée, à Erevan avec le ministère de la Défense, et à Stepanakert avec le Comité d'État à la Défense. Taline Papazian étudie minutieusement cette incorporation progressive des volontaires et montre comment une professionnalisation s'opère, alors qu'au départ les groupes de combattants étaient essentiellement organisés sur la base d'un volontariat, dans un contexte où l'improvisation première laisse la place à une nécessaire construction de l'armée. Et l'armée incarne par excellence, en temps de guerre, l'institutionnalisation du politique et l'effectivité de l'État. Comme le rappelle Taline Papazian, « la construction de l'armée concentre les enjeux de l'étatisation du nationalisme » (p. 22). Le travail accorde une place importante à la complexité du processus de construction de l'Armée. Il montre aussi que cette institutionnalisation ne signe pas la fin du phénomène de « combattant volontaire » (*gamavoragan*) ni ne met un terme à la reconversion d'anciens combattants dans le contexte de « ni guerre, ni paix » ou de « qui-vive » qui définit toute la période postérieure au cessez-le-feu de 1994, et qui culmine dans la « guerre des quatre jours » d'avril 2016, où l'on voit des centaines d'hommes repartir au front, à nouveau sur un mode volontaire, même si ce volontariat est d'emblée encadré par l'État. Le phénomène des *Yerkrapah* (les « gardiens du pays », organisation dotée d'une influence dans le jeu politique) témoigne de la prégnance de l'expérience de guerre dans la société arménienne et des tentatives de trouver des canaux de reconversion dans une situation de post-guerre. Quant à la situation « d'entre-guerres », pour reprendre l'expression de Marielle Debos, ou de ce que l'on pourrait qualifier de « qui-vive », elle réinterroge au quotidien le lien entre État et violence et la façon dont l'héritage de la guerre peut être pris en charge par un État dont l'acte de naissance a été, justement, fortement marqué par la guerre. De ce point de vue, la guerre des quatre jours d'avril 2016 est un test majeur. Sur un plan empirique, elle met à l'épreuve ce qui relève de la construction de l'État arménien en général et de son armée en particulier ; l'examiner à la lumière de ce livre donne au lecteur les clés d'analyse en profondeur de ce qui se joue. Sur un plan théorique, elle vient rappeler l'articulation nodale entre guerre et État.

On ne peut donc que souhaiter que cet ouvrage soit réactualisé et augmenté des recherches postérieures de l'auteure, à l'heure où de nombreux observateurs alertent sur les risques d'un nouvel embrasement du conflit. Sa lecture sera en effet instructive et stimulante tant pour les lecteurs s'intéressant à la région, qu'ils soient étudiants, diplomates, militaires, experts, politiques, membres d'ONG, que pour les chercheurs réfléchissant sur le lien entre État et violence sous un angle théorique.